

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Subventions des carburants : une facture de 100 milliards de francs qui inquiète la Banque mondiale

**D'APRÈS** l'institution de Bretton Woods, les subventions aux produits pétroliers (hors pétrole lampant) profitent principalement aux segments les plus riches de la population gabonaise. Ce qui souligne l'importance d'envisager des politiques alternatives plus efficaces et mieux ciblées pour soutenir les personnes les plus vulnérables.

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

**D'**APRÈS le dernier rapport de la Banque mondiale intitulé "Note de conjoncture économique du Gabon", le gouvernement gabonais a dépensé plus de 100 milliards de francs (165 millions de dollars) en subventions de carburants en 2022. Cela représente 0,7 % du PIB. Sauf que pour l'institution de Bretton Woods, les subventions aux produits pétroliers (hors pétrole lampant) profitent principalement aux segments les plus riches de la population

gabonaise, souligne l'institution. En effet, indique-t-elle, 96 % de l'essence et du gasoil sont consommées par les 50 % les plus riches de la population, dont 63 % consommés par les deux déciles les plus riches. En d'autres termes, l'essentiel des dépenses publiques en subventions à l'essence et au gasoil est en réalité capté par les plus riches.

"Contrairement à l'idée généralement admise selon laquelle les subventions aux carburants servent avant tout un objectif social de protection des plus pauvres, la consommation de ces deux types de carburants par les personnes les plus vulnérables du

pays est en fait nettement inférieure à celle des populations les plus riches", indique la Banque mondiale.

Avant de poursuivre : "En outre, comparés aux ménages les plus aisés, les ménages à faible revenu allouent également une part plus faible de leur budget aux dépenses de carburant, mettant encore plus en avant l'inefficacité de cet appui non ciblé à protéger les populations les plus pauvres. Ce qui souligne l'importance d'envisager des politiques alternatives plus efficaces et mieux ciblées pour soutenir les personnes les plus vulnérables."



Photo : Wifried MBINAH

La station-service Petro Gabon d'Acaé.

## Passerelle du LNLM : les précisions de la mission de contrôle

**SUITE** à notre article paru dans L'Union du mardi 27 au mercredi 28 Juin 2023 intitulé " Passerelle LNLM : des imperfections au niveau des poutres ?", nous avons reçu de la mission de contrôle l'éclairage suivant:

" (...) A la lecture de cet article, son auteur s'interroge sur la fiabilité des travaux à la vue d'une fissure sur une des poutres de l'ouvrage en construction.

Face à ce constat, la Mission de contrôle Groupement ECTA BTP SGEC-BTP rassure l'ensemble des usagers que les fissures dont parle le journaliste sont superficielles et normales au stade actuel des travaux et que dans ce genre de grands travaux, il y a toujours un temps d'observation de l'ouvrage.

Ces fissures présentées dans l'article se situent au niveau de la poutre servant d'appui à la charpente de la toiture. Elles ne compromettent pas le tablier encore moins les piles centrales qui portent l'ouvrage. Aussi, ce phénomène se produit naturellement dans la construction de

tout type d'ouvrages d'art qu'ils soient en béton armé, en bois ou en béton précontraint. Le chantier n'étant pas encore livré, l'entreprise et la mission de contrôle qui en assurent l'entière responsabilité, s'attèlent à corriger les éventuelles imperfections qui pourraient surgir avant la livraison de l'ouvrage

En outre, durant l'exécution de ces travaux, des essais de convenue du béton ont été réalisés à chaque étape du coulage sur chaque production de béton. De plus, pour attester de la qualité et de la fiabilité requises de l'ouvrage, l'entreprise se fait accompagner par une structure internationale spécialisée afin d'obtenir la garantie décennale exigible sur ce type d'ouvrage. Par ailleurs, le rôle de chaque partie prenante pour ce chantier précis est clairement connu, no-

tamment le contrôle des travaux qui est assuré par le Groupement ECTA-BTP SGEC-BTP, la réalisation des travaux par l'entreprise ECOWOOD, le bureau d'études, la qualité et la conformité par rapport à la norme visant la garantie décennale par COTEXA et l'Ingénieur Homologue représentant permanent de l'administration des Travaux publics qui suit et supervise l'ensemble du projet en veillant au grain et au peigne fin.

Pour finir, la mission de contrôle GROUPEMENT ECTA-BTP SGEC-BTP s'interroge sur la démarche entreprise par l'auteur de l'article et aurait souhaité qu'il se rapproche d'elle pour avoir plus de détails sur le phénomène observé dans ce chantier non livré et dont l'accès reste pour l'heure interdit au public."

## Certification forestière : les belles performances du Gabon



Photo : Dr/L'Union

Vue d'une usine de transformation de bois à la Zerp d'Ikolo.

MSM  
Libreville/Gabon

**S**ELON le rapport du Cabinet de comptabilité Ernst and Young et le Cabinet de réalisation d'études socio-économiques Mays Mouissi Consulting, à fin 2022, les surfaces forestières gabonaises certifiées FSC Gestion durable (FM) représentaient 40 % des surfaces forestières certifiées FSC en Afrique centrale.

La République du Congo dont les forêts certifiées FSC couvrent plus de 3 millions d'hectares en possède 49 % contre 11 % pour le Cameroun dont plusieurs cer-

tifications, notamment celles du Groupe Rougier, ont expiré. En plus des sociétés forestières, une vingtaine de sociétés industrielles sont certifiées FSC-Chaine de Contrôle (CoC) tandis que deux d'entre elles sont certifiées par NepCon et OLB pour la traçabilité du bois.

Il faut savoir que 65 % des sociétés industrielles certifiées FSC-Chaine de Contrôle (CoC) sont localisées au sein de la ZES de Nkok ou sont liées à l'aménageur de la zone. Six UTB de la ZES de Nkok sont en cours de certification FSC : Africa Elephant, Particle Board, Jin Yuan, Chanta Group, Classic Veneer et FTC.